Le recrutement des boursiers des collèges royaux sous la monarchie de Juillet : nouveau regard à partir des ordonnances de nomination

*The recruitment of royal colleges' scholarship holders during the July
monarchy: a reassessment from appointment orders*

Jean Le Bihan

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/3042>

DOI : 10.4000/histoire-education.3042

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2015

Pagination : 55-78

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Jean Le Bihan, « Le recrutement des boursiers des collèges royaux sous la monarchie de Juillet : nouveau regard à partir des ordonnances de nomination », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 144 | 2015, mis en ligne le 31 décembre 2018, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/3042> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.3042>

Le recrutement des boursiers des collèges royaux sous la monarchie de Juillet : nouveau regard à partir des ordonnances de nomination

Jean Le Bihan

Les études historiques, tant les travaux de recherche que les ouvrages de synthèse, évoquent communément de deux manières la question du recrutement des boursiers de l'État dans les lycées et collèges du XIX^e siècle¹. D'une part, elles indiquent les grandes étapes qui scandent en ce domaine l'évolution du cadre réglementaire. Au nombre de ces étapes figure d'abord la création même du système des bourses, en 1802, exactement contemporaine, donc, de celle des lycées. Le mot création, toutefois, est trompeur : il minore le poids des continuités, sociologiques et idéologiques, qui par-delà la parenthèse révolutionnaire, unissent l'œuvre du Consulat à celle de l'Ancien Régime qui, à travers les écoles militaires et les collèges de l'université de Paris, avait généré un premier dispositif de bourses que l'on peut considérer comme nationales². Puis, le mitan du

1 Les boursiers de l'État – dits royaux, impériaux etc. selon les périodes – constituent de loin le contingent le plus nombreux de boursiers présents dans les lycées et collèges du XIX^e siècle, comme le montre éloquemment le graphique élaboré par Philippe Savoie dans *La construction de l'enseignement secondaire, 1802-1914. Aux origines d'un service public*, Lyon, ENS Éditions, 2013, p. 92. Il ne sera question que d'eux ici. Pour autant il ne s'agit pas d'oublier que d'autres boursiers existent à l'époque : boursiers des communes depuis l'Empire, des départements depuis la monarchie de Juillet. Une première étude spécifique et fouillée sur les boursiers communaux : André Gana, *Bourses et boursiers communaux au lycée de Nantes. Un exemple local de promotion scolaire (1808-1933)*, mémoire de master 2, université Rennes 2, 2016.

2 Marie-Madeleine Compère « Les boursiers nationaux. Projets politiques, de l'Ancien Régime à l'Empire », in Pierre Caspard, Jean-Noël Luc, Philippe Savoie (dir.), *Lycées, lycéens, lycéennes. Deux siècles d'histoire*, Paris, INRP, 2005, p. 73-86.

siècle : la révolution de 1848 entend réaffirmer le principe du concours, du moins pour l'attribution d'une partie des bourses ; mais le Second Empire s'empresse d'annuler la réforme, préférant à ce principe du concours celui, plus prudent, de l'examen généralisé, système que les républicains amenderont fortement, notamment en 1881 et en 1895, mais ne remettront pas fondamentalement en cause³. Les travaux disponibles soulignent par ailleurs qu'en perspective longue, les boursiers se recrutent majoritairement au sein de familles de serviteurs de l'État et de position sociale moyenne, tout en suggérant que cette position se fait progressivement plus modeste sous la Troisième République⁴. Ce sont là certainement des repères importants et qui balisent utilement la question, mais qui ne l'épuisent pas, notamment parce que le fonctionnement concret des procédures de recrutement demeure mal connu et que le portrait social des boursiers demande à être encore sérieusement dégrossi, ainsi qu'y insiste à raison un récent ouvrage collectif⁵.

Nos connaissances sont particulièrement lacunaires en ce qui concerne le premier XIX^e siècle, lorsque les règles encadrant le recrutement des élèves boursiers apparaissent spécialement lâches. Il y a, certes, un cadre, fixé par la loi générale sur l'Instruction publique du 1^{er} mai 1802. Cette loi, souvent citée, prévoit le recrutement de 6400 «élèves nationaux», dont 2400 sur titres, au nom des services que leurs familles ont rendus à l'État, et les 4000 autres par voie de concours. Mais pour tout un complexe de raisons, notamment financières, elle ne connaît tout au plus qu'un début d'application⁶. En témoigne le fait que l'effectif de boursiers de l'État ne va qu'en diminuant entre la fin des années 1800 et le milieu des années 1820, avant de plus ou moins stagner

3 Voir, à titre d'exemple, Philippe Hugot, *La gratuité dans l'enseignement secondaire. L'application des premières mesures démocratiques dans l'enseignement secondaire 1918-1939*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 118-119, ou bien, plus succinct, Jean-Luc Marais, «Boursiers», in Alain Croix et al. (dir.), *Dictionnaire des lycées publics des Pays de la Loire. Histoire, culture, patrimoine*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, p. 105.

4 Vues très justes de Paul Gerbod, *La vie quotidienne dans les lycées et collèges au XIX^e siècle*, Paris, Hachette, 1968, p. 108, et d'Antoine Prost, *L'enseignement en France 1800-1967*, Paris, Armand Colin, 1968, p. 34-35. Renvoyons aussi à deux études de cas : Claude Lelièvre, «Bourses, méritocratie et politique(s) scolaire(s) dans la Somme, 1850-1914», *Revue française de sociologie*, t. 26, n°3, 1985, p. 409-429 ; Joanne Parnes Shawhan, *Scholarship Students and Government Policy in Late Nineteenth Century France. Boursiers in the Secondary Schools of the Marne and the Haute-Garonne*, Ph. D., Columbia University, 1983.

5 Jean-François Condette, «On ne badine pas avec l'argent de l'École. Le coût des études, nœud gordien de l'éducation?», in Jean-François Condette (dir.), *Le coût des études. Modalités, acteurs et implications sociales XVI^e-XX^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, p. 38-39.

6 Philippe Savoie, *La construction... op. cit.*, p. 71 et suivantes.

pendant des décennies⁷. Surtout, sans que l'on connaisse vraiment la chronologie de ce dépérissement, il semble que le concours soit précocement devenu « insignifiant »⁸, si bien que le recrutement des élèves boursiers est vite devenu la prérogative exclusive du ministère. Les monarchies censitaires s'emploient, certes, à formaliser quelque peu le travail de sélection des élèves : l'ordonnance du 28 août 1827 prescrit que les proviseurs devront examiner les boursiers nommés dans leur établissement et en aviser le ministère s'ils constatent un défaut de compétence chez certains d'entre eux⁹; l'arrêté du 29 mai 1838 codifie de manière plus précise la procédure de candidature, stipulant que chaque demande de bourse devra contenir « l'énonciation des titres » sur lesquels elle se fonde, et détaillant les pièces à fournir par la famille¹⁰; sept ans plus tard, encore, injonction est faite aux préfets d'indiquer au ministère le montant d'imposition ainsi que le nombre d'enfants des familles candidates à une bourse royale¹¹. Reste que le travail de recrutement des boursiers n'est pas fondamentalement modifié car il demeure entièrement dans la main du ministère, seul apte à établir le « classement spécial de toutes les demandes de bourses par collège » d'après lequel « les nominations auront lieu au fur et à mesure des vacances »¹².

Que peut-on dire de la manière dont l'administration centrale effectue ce « classement » ? Répondre à cette question impose de passer du terrain de la réglementation proprement dite à celui des pratiques. L'opération n'est pas des plus simples. En effet, passé la période impériale, les Archives nationales ne conservent qu'une proportion infime des demandes de bourse adressées à l'époque au ministère, chose éminemment fâcheuse quand on sait la richesse de ces demandes qui non seulement renseignent sur les titres invoqués par les pères de famille, mais encore sont accompagnées, bien souvent, de l'avis motivé de l'administration préfectorale, et même parfois de celui du ministère¹³. Les

7 *Ibid.*, p. 92. En 1842, le pays compte 1 691 boursiers royaux. Leur part dans l'effectif global des collégiens, elle aussi en baisse, est alors de l'ordre de 9 % (rapport au roi sur l'instruction secondaire, par Villemain, *Bulletin universitaire*, n°39 [nouvelle série], 1843, p. 96).

8 Jules Simon, *La réforme de l'enseignement secondaire*, Paris, Hachette, 1874, p. 285.

9 Ordonnance du 28 août 1827 et instructions du 8 novembre 1827, *Recueil des lois et règlements concernant l'instruction publique...*, t. 8, 1828, p. 305, 318.

10 Arrêté du 29 mai 1838, *Bulletin universitaire*, n°135, 1838, p. 219.

11 Circulaire du 5 juillet 1845, *ibid.*, n°67 (nouvelle série), 1845, p. 82.

12 Arrêté du 29 mai 1838, *ibid.*, n°135, 1838, p. 219.

13 Voir, par exemple, la quinzaine de dossiers de candidature datant des années 1840 versés (on ne sait ni quand ni pourquoi) dans l'article coté F/17/7494 aux Archives nationales [désormais AN],

archives départementales possèdent bien de telles demandes en plus grand nombre, ainsi d'ailleurs que d'autres lettres échangées entre la préfecture et le ministère, mais en sens inverse, elles ne permettent pas, sauf exception, de connaître le sort que les bureaux parisiens ont réservé aux candidatures qui leur ont été adressées. Pour autant, dans une étude pionnière, Jean Vidalenc a montré, à partir de l'exemple de la Seine-Inférieure, tout l'intérêt de ces sources locales, qui permettent d'entrevoir, entre autres, l'importance que les pétitionnaires concèdent aux services qu'eux-mêmes ou leurs parents ont rendus à l'État ainsi que la précarité économique dans laquelle se trouvent certains d'entre eux¹⁴.

L'objectif de cet article est en somme d'élargir et d'approfondir l'étude de Jean Vidalenc. Une source existe pour ce faire, qui n'a jamais été exploitée méthodiquement : les ordonnances de nomination des boursiers, autrement dites sous la Restauration et la monarchie de Juillet que ne le seront les décrets publiés au *Journal officiel* sous la Troisième République, et que les Archives nationales conservent dans des proportions suffisantes pour autoriser une analyse détaillée. Nous commencerons par présenter cette source singulière et la manière dont nous l'avons traitée, puis nous entreprendrons d'en disséquer le contenu en vue d'essayer de mettre au jour l'ensemble des facteurs réellement à l'œuvre dans le recrutement des boursiers de l'État sous le règne de Louis-Philippe.

I. La source : les ordonnances de nomination

Les Archives nationales conservent sous les cotes F/17/7477-7478 deux cartons contenant les «ampliations [...] des arrêtés, décrets et ordonnances de nomination» des boursiers royaux nommés sous la monarchie de Juillet. Pour des raisons matérielles, nous avons limité nos investigations à huit années seulement, précisément aux années 1834-1841. Cette séquence chronologique autorise en

lequel intéresse au premier chef une tout autre matière – boursiers d'origine corse, souscription lancée suite au tremblement de terre survenu en Guadeloupe en 1843, etc. Il se peut même que ce soit là les seuls dossiers de boursiers que possèdent les Archives nationales, du moins si l'on entend par le mot dossier l'ensemble des pièces intéressant la scolarité d'un boursier donné que le ministère du temps a jugé utile de classer et de conserver. Il faut dire que la mise au pilon de documents concernant l'histoire des lycées et spécialement des boursiers a été visiblement massive, en particulier avant 1914 (voir Charles-Victor Langlois, «Les suppressions de papiers inutiles aux Archives nationales en 1913», *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. 75, 1914, p. 83-92).

14 Jean Vidalenc, «Les boursiers au collège royal de Rouen de 1814 à 1848», *Cahiers d'histoire de l'enseignement*, n° 1, 1973, p. 7-15.

effet des comparaisons utiles avec diverses sources conservées aux archives départementales d'Ille-et-Vilaine, qui intéressent le lycée de Rennes, établissement choisi à titre de test pour observer comment se traduisent localement les pratiques en jeu¹⁵. L'examen de ces deux cartons dévoile deux configurations documentaires : soit, en plus des informations récurrentes que sont le nom de l'élève, la date et le lieu de sa naissance, la quotité de bourse qui lui est octroyée, enfin le collège dans lequel il est nommé, l'ordonnance mentionne les motifs qui lui ont fait obtenir sa bourse ; soit, ce qui est plus rare, elle ne dit mot de ces motifs, qui sont alors consignés dans un rapport séparé, parfois très détaillé.

On peut penser à première vue qu'une telle source souffre de trois limites. En premier lieu, elle est entachée par diverses lacunes et erreurs : ici un prénom manque, là un lieu de naissance est erroné, etc. Mais ce biais reste limité : à titre d'exemple, on connaît la date de naissance de 99 % des boursiers recrutés en 1834 et la commune natale de 86 % d'entre eux. Une deuxième limite tient au fait qu'entre l'ordonnance et son exécution il y a un écart manifeste : ainsi, parmi les 89 élèves nommés au collège royal de Rennes, seuls 69 s'y sont effectivement rendus si l'on en croit les sources locales. Que sont devenus les 20 autres ? Il se peut fort bien qu'ils se soient désistés, en tout cas le fait qu'aucun d'eux ne réapparaît dans une ordonnance plus tardive en tant que promu à une bourse de degré supérieur invite à le penser, mais il n'est pas possible de l'affirmer catégoriquement. Cela étant, le biais n'est pas si dirimant dans la mesure où, répétons-le, l'analyse vise à comprendre le travail administratif de nomination des boursiers, non à reconstituer leurs trajectoires scolaires. Il faut d'ailleurs observer qu'en sens inverse, tous les boursiers figurant dans les registres locaux ont été repérés dans la collection d'ordonnances conservée aux Archives nationales, ce qui, pour le coup, crédite celle-ci d'une valeur méthodologiquement décisive, à savoir l'exhaustivité. Reste une dernière limite : les motifs invoqués à l'appui des nominations dans les ordonnances ou les rapports résultent visiblement d'un travail de reformulation et de simplification des titres de candidature avancés tant par la famille du pétitionnaire que par les autorités locales. Par exemple, les notes rédigées sur le compte de la

15 Archives départementales d'Ille-et-Vilaine [désormais ADIV] 16 T 8 – Contrôle général de tous les élèves internes et externes (1834-1838). ADIV 16 T 9-13 – Registres des entrées et des sorties (1839-1842). Le premier de ces registres a fait l'objet d'un mémoire de master : Jean-Michel Botrel, *Le recrutement du collège royal de Rennes au début de la monarchie de Juillet. Exploitation statistique du registre de contrôle des élèves (1834-1838)...*, mémoire de master 1, université Rennes 2, 2012.

famille Grasland par le sous-préfet de Montfort et le préfet d'Ille-et-Vilaine, qui précisent l'activité du père du candidat, chiffrent ses revenus et insistent sur son « patriotisme »¹⁶, fondent comme peau de chagrin dans l'ordonnance : « M. Grasland père, ancien officier retiré du service sans pension, est chargé d'une nombreuse famille »¹⁷. Mais le biais, ici encore, n'en est pas vraiment un si l'on considère que l'immense travail de réécriture effectué dans les bureaux du ministère, s'il entraîne une perte d'informations et détruit en quelque sorte le discours des pétitionnaires, n'exhibe que davantage les critères au nom desquels l'administration centrale entend agir, cela aux yeux de l'historien comme à ceux du contemporain puisque la liste des élèves boursiers assortie des motifs de leur nomination est en principe publique depuis 1832¹⁸.

En définitive, de telles limites entachent peu, nous semble-t-il, la valeur documentaire des ordonnances de nomination, ce qui autorise à les utiliser avec confiance et méthodiquement. Concrètement, nous avons intégré dans une base de données nominative l'ensemble des informations que contiennent les ordonnances prises entre 1834 et 1841 ; cette base concerne exactement 3 100 élèves.

II. Primat des services familiaux

Indéniablement, les services rendus par la famille du candidat à l'État, à la chose publique ou au pays, comme on voudra, constituent aux yeux de l'administration le premier des titres à l'obtention d'une bourse. Ces services, ce sont d'abord ceux dont peut se prévaloir le père du boursier et qui sont généralement liés à la profession qu'il exerce ou a exercée. On voit au passage qu'il ne faut surtout pas considérer la grande fréquence avec laquelle cette profession est mentionnée dans les ordonnances (78 %) comme l'expression d'un banal réflexe administratif : bien au contraire, le métier du père constitue souvent le principal et quelquefois le seul titre invoqué pour justifier l'attribution d'une

16 ADIV 11 T 245 – Bourses pour le lycée (ou collège) de Rennes 1832-1849, 1864. Lettres des 23 et 26 septembre 1834 notamment.

17 AN, F/17/7477 – Bourses dans les lycées et collèges royaux : ampliations... Ordonnance du 30 mai 1837. Mathurin Grasland a laissé une relation de son odyssée militaire, exploitée dans Max Patay, « Un soldat-marin dans les Flandres, 1807-1814 », *Tradition magazine*, n° 185, 2003, p. 18-22, n° 186, 2003, p. 11-15, n° 189, 2003, p. 31-36, n° 194, 2003, p. 16-21, n° 198, 2004, p. 17-22.

18 Cette publicité, louée par les libéraux (voir le discours du rapporteur du budget de l'instruction publique Jean Landry Gillon dans le *Moniteur universel*, 1833, p. 704), n'est rendue pleinement effective qu'en 1839, lorsque liste et motifs sont insérés dans les *Propositions de lois concernant la fixation des budgets de dépenses et de recettes* du ministère.

bourse. Ainsi les boursiers sont-ils dans leur grande majorité des fils de serviteurs de l'État : c'est le cas précisément de 68 % d'entre eux et de 87 % de ceux dont la profession du père est connue, chiffres considérables¹⁹ (tableau 1). Dans un cas sur deux, l'ordonnance précise la durée de la carrière paternelle, que celle-ci soit achevée ou en cours, et établit ainsi une corrélation implicite entre le temps passé au service de l'État et le droit à obtenir une bourse. Ce sont les militaires qui l'emportent en nombre, de très loin : ils représentent 65 % des pères qu'emploie l'État et 56 % de tous ceux dont la profession est connue. Leurs états de service sont quelquefois détaillés en une sorte de comptabilité du courage guerrier dont les principaux indicateurs sont le nombre de campagnes effectuées et le nombre de blessures reçues : ici le capitaine retraité Keraval est gratifié de « 21 campagnes et 7 blessures »²⁰, là le colonel Delaporte est crédité de « 20 campagnes et 14 blessures »²¹, etc. Courage qui, d'une certaine manière, culmine dans la mort au combat, le geste sacrificiel par excellence, que les sources attestent à neuf reprises – mais ce chiffre est sans doute au-dessous de la réalité. On notera que les enseignants occupent une place encore très limitée parmi les pères des boursiers, surtout au regard de ce qu'elle sera plus tard, sous la Troisième République : pour mémoire, la base ne contient en tout et pour tout que 16 fils d'instituteurs.

Milieu professionnel du père	Nombre d'élèves	Taux*	Milieu professionnel du père	Nombre d'élèves	Taux*
Métiers de la terre	4	0,2	<i>Dont militaires</i>	1 200	56
Domestiques	0	0	Professions libérales	190	9
Salariés du privé	9	0,4	Propriétaires et rentiers	4	0,2
Patronat	46	2	Religieux (pasteurs)	18	0,8
Agents de l'État	1 858	87			

Tableau 1 : milieux professionnels d'origine des boursiers royaux nommés entre 1834 et 1841

* Par rapport au nombre des boursiers nommés à demi-bourse dont la catégorie professionnelle du père est connue (2 129).

Les taux sont arrondis à l'unité la plus proche s'ils sont supérieurs 1, au dixième le plus proche s'ils sont inférieurs à 1 (même chose dans les tableaux suivants).

19 Nous reprenons ici le code socioprofessionnel que nous utilisons ordinairement dans nos travaux et que nous avons présenté dans *Au service de l'État. Les fonctionnaires intermédiaires au XIX^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, p. 339-340. Nous précisons au passage que certains calculs, comme c'est le cas ici, ont été limités aux 2 733 élèves véritablement nommés boursiers dans les ordonnances – et excluent donc ceux que les ordonnances promeuvent à une bourse de degré supérieur.

20 AN, F/17/7477 – Ordonnance du 19 avril 1834.

21 *Ibid.* – Ordonnance du 26 octobre 1836.

Les services paternels ne se limitent pas à la sphère strictement professionnelle. S'y ajoutent les services que les pères ont rendus à l'État dans le cadre de fonctions dites gratuites. Le phénomène est loin d'être négligeable puisqu'il est attesté chez 15 % d'entre eux. Si les ordonnances pèchent parfois par imprécision, il apparaît malgré tout que ces fonctions sont dans leur grande majorité des fonctions municipales, exercées aussi bien à titre de maire que d'adjoint. On ne s'étonnera nullement que le régime de Juillet s'ingénie ainsi à récompenser tous ces petits notables locaux sur lesquels il compte pour suppléer aux carences d'un appareil administratif encore peu développé, pour accompagner le processus de transformation de l'institution municipale, enfin pour le soutenir politiquement. On voit ici que la frontière est souvent floue entre l'exercice de ces fonctions gratuites et le soutien apporté au régime proprement dit, lequel peut aller jusqu'à constituer un dernier type de services, de nature politique. Au vrai, un tel soutien n'est attesté que pour 6 % des pères de boursiers, et encore, sur 183 mentions, 88 signalent simplement le « dévouement » des intéressés à la monarchie de Juillet, 37 procèdent implicitement, en rappelant les persécutions qu'ils ont subies antérieurement, généralement sous la Restauration, enfin 58 signalent qu'ils se sont personnellement – et même parfois physiquement – engagés au service du régime. En une sorte de mémorial, les ordonnances égrènent ainsi l'ensemble des « journées » qui ont marqué les années 1830, depuis les Trois Glorieuses, citées à 19 reprises, jusqu'à l'insurrection de mai 1839, en passant par les troubles de 1832, 1834, etc. Tout à l'image du régime, les pères des boursiers, s'ils sont dépeints comme « patriotes » en 1830, deviennent vite de farouches partisans de l'« ordre », tel celui du jeune Bramtot, « un négociant qui dans les journées de juin 1832 et d'avril 1834 a combattu pour le maintien des lois et l'établissement de l'ordre public »²².

Il arrive que les ordonnances invoquent encore les services rendus par d'autres membres de la famille que le père. Précisément 10 % d'entre elles font mention de grands-pères, 8 % d'oncles et 4 % d'autres parents encore. Compte tenu des mentions cumulées, ce sont finalement 20 % des boursiers dont la nomination est justifiée, exclusivement ou partiellement, par les services d'un autre parent que leur père. Il faut observer que les pères de ces boursiers-là paraissent avoir personnellement moins de titres à la reconnaissance de l'État, du moins leur profession n'est-elle indiquée que pour 55 % d'entre eux, comme

22 *Ibid.* – Ordonnance du 5 octobre 1835.

si l'appel aux services de parents plus éloignés avait pour fonction de compenser l'absence ou la médiocrité des services paternels. Il faut avouer que certains élèves sont apparentés à des figures très connues, voire illustres, que les ordonnances distinguent en les désignant nommément : citons, entre bien d'autres, le jeune Bouillon, petit-fils de l'ancien député à la Convention et au Conseil des Cinq-Cents Harmand de la Creuse²³, les frères Pavet de Courteille, dont le grand-père maternel est le fameux orientaliste Silvestre de Sacy²⁴, les jeunes Cabour et Collache, petits-neveux du général Foy²⁵, etc. L'éloignement généalogique est parfois considérable, ainsi dans le cas du jeune Charles Corneille, nommé au collège de Marseille en 1838 au seul motif qu'il est « l'un des descendants du grand Corneille »²⁶ – à la septième génération précisément !

Ainsi voit-on bien, en définitive, que ce que l'État récompense au premier chef, en attribuant une bourse, ce n'est pas l'élève mais sa famille, d'ailleurs conçue dans une perspective large, comme le montre encore, emblématiquement, le fait que pas moins de 3 % des élèves résignent leur bourse en faveur d'un frère ou d'un cousin. Si, pour résumer, l'on prend en compte la totalité des services rendus à l'État par les pères de famille, c'est-à-dire ceux qu'ils ont rendus au titre de leur activité professionnelle, présente ou passée, tout comme ceux qu'ils ont rendus au titre de fonctions exercées gratuitement, il apparaît que 80 % d'entre eux ont été, ponctuellement ou durablement, des agents ou des auxiliaires de l'État. Et si l'on étend la pesée à l'ensemble de la famille, on constate que 89 % des boursiers comptent au moins un parent à qui l'on est fondé à reconnaître ce statut de serviteur de l'État. Il faut observer que ce taux correspond à peu de chose près à celui que l'on peut calculer à partir de la classification des lauréats élaborée par les services mêmes du ministère, dont la publicité dit bien, d'ailleurs, que la préférence accordée à ces familles impliquées dans l'activité administrative du pays entendue *latissimo sensu* est parfaitement assumée²⁷. On ne s'étonnera pas que, parmi elles, de véritables

23 AN, F/17/7478 – Ordonnance du 17 octobre 1841.

24 AN, F/17/7477 – Ordonnances des 24 octobre 1834, 4 mars 1835 et 15 juillet 1837.

25 *Ibid.* – Ordonnances des 24 octobre 1834, 5 octobre 1835 et 8 février 1836. Sur le général Foy, voir la récente étude de Jean-Claude Caron, *Les deux vies du général Foy (1775-1825). Guerrier et législateur*, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2015.

26 AN, F/17/747 – Rapport du 31 janvier 1838. Les descendants ou lointains apparentés du Grand Corneille n'en étaient pas à leur coup d'essai : voir Maurice Gontard, *Histoire des lycées de Marseille*, Aix-en-Provence, Édisud, 1982, p. 17.

27 Cette classification est produite pour la première fois, semble-t-il, à l'appui du rapport déjà cité de Jean Landry Gillon (*Moniteur universel*, 1833, p. 705). Puis on la retrouve dans les *Propositions de*

dynasties de fonctionnaires cumulent les titres à la bienveillance de l'État : ainsi celle du jeune Godard, présenté comme « arrière petit-fils, petit-fils et fils d'employés de l'administration des Douanes recommandables par leurs services »²⁸.

III. L'infortune et le mérite

Que pèsent dans ces conditions le défaut de fortune des familles et les capacités de l'enfant, deux valeurs déjà affleurantes dans les débats qui ont précédé la création du système des bourses sous le Consulat²⁹ et qui, on le sait, ne cesseront de gagner en importance au cours des décennies ultérieures ?

1. Ressources et charges familiales

L'invocation des difficultés pécuniaires éprouvées par les familles n'est pas rare dans les ordonnances : on la repère dans précisément 37 % d'entre elles. Le plus souvent, elle prend la forme d'une caractérisation vague indiquant que la fortune est « nulle » ou « faible ». Parfois, certes, elle se fait un peu plus précise, comme pour la famille du jeune Balazuc qui aurait une « position voisine de l'indigence »³⁰ ou bien celle du jeune Chauvin qui aurait « une position voisine de la misère »³¹, mais jamais elle ne prend la forme d'une estimation chiffrée ; à l'inverse, elle vire parfois à l'implicite, ainsi quand elle indique que les ressources familiales se limitent au traitement ou à la pension du père. L'interprétation de tous ces éléments est évidemment délicate. La comparaison, pour quelques cas concernant le collège de Rennes, des appréciations formulées dans les

lois... à partir de 1839, à cette différence près que les trois premières rubriques ont entretemps fusionné. En son sein, quatre rubriques intéressent exclusivement ou partiellement les enfants de serviteurs de l'État : « Élèves nommés en considération des services militaires de leurs parents », « Élèves nommés en raison de services rendus à l'État par leurs parents dans diverses parties de l'administration, et particulièrement dans les fonctions publiques non rétribuées », « Enfants dont les parents ont rendu des services dans l'ordre judiciaire », « Enfants dont les parents se sont distingués dans la carrière de l'instruction publique, dans les sciences, les lettres, les arts et l'industrie » ; auxquelles on peut ajouter, à la rigueur, la rubrique baptisée « Enfants dont les parents se sont distingués par leur dévouement patriotique, ou ont exercé une influence utile à la cause nationale » (par exemple *ibid.*, 1839, p. 132). La part cumulée des élèves compris dans ces cinq rubriques est de 92 % au début de la monarchie de Juillet, de 87 % en 1837, de 88 % en 1840, etc.

28 AN, F/17/7478 – Rapport du 29 octobre 1841.

29 Sous la plume d'un Jard-Panvillier, par exemple, qui écrit en 1802 : « Il faut donc trouver le moyen de faire parcourir tous les degrés d'instruction à celui que sa détresse met dans l'impossibilité d'en acquitter les frais, tandis que ses dispositions l'y appellent. » (*Recueil des lois...*, t. 2, 1802, p. 206).

30 AN, F/17/7477 – Ordonnance du 4 mars 1835.

31 *Ibid.* – Ordonnance du 4 février 1834.

ordonnances d'une part, des chiffres fournis par les déclarations de succession de l'autre, laisse à penser que lorsque les premières insistent sur la modicité des ressources familiales, celles-ci ne sont effectivement pas considérables : ainsi le père du jeune Étrillard, dont l'ordonnance indique en 1837 qu'il « n'a d'autres moyens d'existence que sa pension de retraite »³², ne possède en effet que 1 025 francs à son décès survenu 15 ans plus tard³³ ; de même celui du jeune Jégo, qui a « peu de fortune »³⁴ en 1835, dit l'ordonnance, ne laisse à sa mort – survenue beaucoup plus tard, il est vrai – que 1 728 francs³⁵, etc. Mais ce ne sont là que des exemples isolés qui permettent tout au plus d'affirmer que l'argumentaire développé dans les ordonnances de nomination n'est pas complètement mensonger. Au reste, les contre-exemples ne manquent pas non plus, tel celui, assez frappant, du maréchal de camp Rapatel, supposément décédé « sans fortune »³⁶ en mai 1839 et qui, après vérification, a en fait laissé 53 699 francs de biens mobiliers à sa veuve et ses deux enfants³⁷. En vérité, sur cette question importante il ne sera possible de faire vraiment le clair que lorsque le travail de confrontation des sources simplement esquissé ici aura été mené de manière plus méthodique.

Les ressources des familles sont encore évoquées indirectement, au travers des charges qui pèsent sur elles. Ces charges sont évidemment alourdies – et volontairement présentées comme telles – lorsque le père de l'élève n'est plus en activité, un phénomène pour le moins massif puisqu'il intéresse au moins 42 % des familles. Dans le cas des militaires, en particulier, dont on a vu l'importance numérique plus haut, les pensions de retraite restent en effet peu élevées et qui plus est d'attribution sélective sous le régime de la loi de 1831, si bien que la cessation d'activité entraîne *ipso facto* le déclassement social de tous ceux qui ne disposent pas d'autres ressources que leur pension pour élever leur famille. Quant à la situation des veuves, qui représentent 17 % des mères de famille, elle est pire encore³⁸. La mention du nombre des frères et sœurs du

32 *Ibid.* – Ordonnance du 10 avril 1837.

33 ADIV 3 Q 28/732 – Déclaration de succession du 15 avril 1853.

34 AN, F/17/7477 – Ordonnance du 18 mai 1835.

35 ADIV 3 Q 29/1667 – Déclaration de succession du 27 octobre 1873.

36 *Ibid.* – Rapport du 27 octobre 1839.

37 ADIV 3 Q 29/1609 – Déclaration de succession du 12 décembre 1839.

38 Natalie Petiteau, *Lendemain d'Empire. Les soldats de Napoléon dans la France du XIX^e siècle*, Paris, La Boutique de l'Histoire, 2003, p. 96-99.

boursier peut également se lire comme une indication des charges qui pèsent sur la famille, étant toutefois précisé que cette mention n'est pas fournie systématiquement – seulement pour un peu plus d'un tiers des élèves – et que le sens à lui attribuer, s'il n'est pas douteux quand la fratrie est nombreuse, l'est davantage lorsque celle-ci se réduit à deux ou trois enfants – quand bien même, ici ou là, les ordonnances vont jusqu'à qualifier de « nombreuse » une fratrie de trois enfants seulement³⁹.

En définitive, cette question des difficultés éprouvées par certaines familles pour soutenir le coût de l'éducation secondaire de leurs enfants imprègne assez fortement les ordonnances, bien plus, en tout cas, que ne le laisse imaginer la classification ministérielle, qui ne consacre qu'une rubrique spécifique aux familles touchées par les problèmes financiers – d'ailleurs entendus au sens restrictif de mécomptes ou de malheurs particuliers⁴⁰. Il faut dire que le coût de la pension, même s'il n'augmente pas jusqu'à la réforme Fortoul, reste inaccessible à la très grande majorité des familles. Sous la monarchie de Juillet, il se monte à 500 francs par an dans un collège de 3^e classe, à 550 francs dans un collège de 2^e classe, à 625 francs dans un collège de 1^{re} classe, enfin à 750 francs dans un collège parisien⁴¹, cela non compté les frais d'acquisition du trousseau et des livres : chiffres considérables quand on sait qu'à la même époque la solde annuelle d'un capitaine en second dans l'infanterie est de 2000 francs et qu'un ouvrier a tout lieu de s'estimer heureux, disent certains observateurs, s'il parvient à amasser 600 francs en une année⁴². Pareille insistance sur les difficultés pécuniaires des familles candidates aux bourses oblige, à tout le moins, à réviser un peu à la baisse l'évaluation des origines sociales des élèves à laquelle conduit la seule prise en compte des professions

39 C'est le cas pour la fratrie du jeune Parron, fils d'un ancien sous-officier devenu employé de préfecture (AN, F/17/7477 – Ordonnance du 5 avril 1837). On ne saurait voir dans cette qualification l'expression des représentations du temps. Les discussions relatives à la loi du 29 nivôse an XIII, conçue en faveur des familles de sept enfants au moins, constituent à cet égard un bon observatoire de ce que les contemporains entendent par « famille nombreuse » : voir, par exemple, le rapport de Fourcroy du 5 germinal an XIII ou bien telle lettre de Jules Armand Boucher, le père du fameux Boucher de Perthes (AN, F/17/7305 – Demandes de bourses formées pour la plupart en vertu de la loi du 29 nivôse An XIII... Meurthe, Rhône, etc.).

40 L'intitulé exact de cette rubrique est « Enfants appartenant à des familles nombreuses, et dont les parents ont été victimes d'événements désastreux soit dans leur personne, soit dans leur fortune ». Elle intéresse 3 % des élèves nommés en 1837 (*Propositions de lois...*, 1839, p. 133).

41 Ordonnance du 12 mars 1817, *Recueil des lois...*, t. 6, 1822, p. 166.

42 William Serman, *Les officiers français dans la nation 1848-1914*, Paris, Aubier, 1982, p. 188. Eugène Bonamy, Ange Guépin, *Nantes au XIX^e siècle. Statistique topographique, industrielle et morale, faisant suite à l'histoire des progrès de Nantes*, Nantes, P. Sebire, 1835, p. 481.

paternelles⁴³ (tableau 2). Pour ne prendre qu'un exemple, les jeunes Herbez de la Tour peuvent bien être les fils d'un maréchal de camp, ce dernier n'a, lit-on, « d'autre fortune que son traitement »⁴⁴ au moment où Lucien, l'aîné, est nommé au collège de Rouen ; et au moment où Gustave, le cadet, est nommé au collège de Dijon, il est décédé et c'est sa veuve qui assume seule la charge de leurs six enfants mineurs⁴⁵.

Milieu social du père	Nbre d'élèves	Taux*
Catégories sociales supérieures	677	37
Catégories sociales moyennes	1 030	57
Catégories sociales populaires	99	5

Tableau 2 : milieux sociaux d'origine des boursiers royaux nommés entre 1834 et 1841

* Par rapport au nombre des boursiers nommés à demi-bourse dont la position sociale du père est connue (1 806).

Il convient enfin d'observer que les difficultés pécuniaires des familles ne constituent pas un titre en soi suffisant à la bienveillance de l'État, du moins en général. La base ne laisse à cet égard aucun doute : 70 % des élèves dont il est dit que la famille est dans la gêne et parmi eux 85 % de ceux dont la profession du père est connue sont des fils de fonctionnaires. Cela signifie que le critère financier ne corrige pas la préférence accordée globalement aux serviteurs de l'État : s'il joue, c'est plutôt de façon discriminante, pour classer les demandes de bourse formées par ces derniers. C'est ce que reconnaît pleinement, à la fin de la Restauration, le député Louis Charles Sapey, d'après lequel les bourses « sont employées non pas à élever au-dessus de la position sociale de leurs parents des enfants d'une classe inférieure, mais à empêcher de déchoir ceux qui sont nés dans une classe supérieure et appartenant à des familles dont les chefs ont consacré leur vie au service de leur pays »⁴⁶. Phrase des plus intéressantes : parce qu'elle distingue opportunément les deux sens, souvent confondus, que les contemporains attribuent au mot déclassement, mot appelé à faire florès au cours des décennies ultérieures⁴⁷ ; et parce qu'elle reconnaît au grand jour

43 Nous reprenons ici aussi notre code socioprofessionnel habituel (voir note 19).

44 AN, F/17/7477 – Ordonnance du 18 mai 1835.

45 AN, F/17/7478 – Rapport du 31 mai 1840.

46 Discours à la Chambre des députés le 8 juillet 1828, *Moniteur universel*, 1828, p. 1067.

47 C'est le premier des deux sens cités par Sapey, celui d'un jeune homme qui s'élève indûment au-dessus de sa condition sociale d'origine, qui est manifestement le plus répandu dans l'esprit

que, dans l'esprit de certains des dirigeants de l'heure du moins, la sollicitude de l'État ne doit pas s'exercer de manière indistincte vis-à-vis de ses anciens serviteurs mais doit plutôt privilégier ceux qui détiennent – ou détenaient – une certaine position sociale. Le fait que l'appréciation des services rendus est ainsi comme prédéterminée par celle de la position sociale est rendu bien visible par la répartition au sein de la hiérarchie militaire des pères qui servent ou ont servi dans l'armée, répartition déséquilibrée de manière criante au bénéfice des officiers et aux dépens des sous-officiers et hommes du rang :

	Nbre	Taux*
Officiers généraux	35	3
Officiers supérieurs	302	25
Officiers subalternes	676	56
Sous-officiers et hommes du rang	35	3
Militaires de grade indéterminé	152	13

Tableau 3 : répartition au sein de la hiérarchie militaire des pères des boursiers royaux nommés entre 1834 et 1841

* Par rapport au nombre de militaires parmi les pères des boursiers nommés à demi-bourse (1 200).

Le décompte inclut une poignée de personnels civils employés par le ministère de la Guerre.

2. « Cet élève n'a mérité que des éloges sous tous les rapports »

L'évocation des mérites scolaires des élèves boursiers est autrement moins diffuse et moins fréquente⁴⁸. Les ordonnances examinées recèlent précisément 106 mentions intéressant explicitement ces mérites, lesquelles concernent en tout 79 élèves, soit 3 % de ceux compris dans le corpus, ce qui fait un taux est très proche de celui que l'on peut calculer à partir de la classification ministé-

des contemporains. Chateaubriand a ainsi fustigé, dans un discours souvent repris, « le boursier [...] jeté sur le pavé en sortant du collège », « perdu, abandonné dans un monde étranger, qui ne lui présente ni ses amis, ni ses parents, ni les habitudes du rang social de son origine » et qui en vient à « rougir de la profession de son père » (voir, par exemple, le discours à la Chambre de Louis Prosper Desabes le 1^{er} juin 1836, *ibid.*, 1836, p. 1272). À la fin de la Restauration, nous n'en sommes encore qu'au commencement de l'histoire d'une représentation appelée à cristalliser durant tout le siècle l'angoisse des traditionalistes face à l'instabilité grandissante des positions sociales, et qu'incarnera emblématiquement, bien plus tard, le pathétique Joseph Monneron campé par Bourget dans *L'Étape*. Il conviendrait toutefois de préciser le contenu et la chronologie de cette représentation sociale (à ce sujet, une réflexion en cours : Médéric Guïodo, « Déclassé », « déclasser » et « déclassement » : trois mots et leur histoire dans la France du XIX^e siècle. Perspectives de recherche, mémoire de master 1, université Rennes 2, 2016).

48 La phrase placée en titre de cette sous-partie est extraite d'un rapport du 8 octobre 1840 au sujet du jeune Astyanax Joreau, AN, F/17/7478.

rielle qui, notons-le, lie mérite scolaire et défaut de fortune de la famille⁴⁹. La majorité de ces mentions sont produites dans des ordonnances de promotion – à trois quarts de bourse ou à bourse entière –, ce qui s'explique de deux manières : *de facto*, il faut évidemment un minimum de temps pour pouvoir juger de la compétence scolaire d'un élève ; *de jure*, l'administration a posé depuis la Restauration que l'accession aux bourses de degré supérieur serait réservée aux élèves les plus méritants, cela pour « exciter l'émulation des boursiers »⁵⁰. La trajectoire scolaire des boursiers se trouve ainsi transformée, tout du moins sur le papier, en une sorte de cursus, un peu à l'image de l'avancement des fonctionnaires, qui se structure à la même époque. Que faut-il entendre par « mérite » ? L'analyse du lexique utilisé livre quelques clés. Si, dans un certain nombre de cas, les ordonnances se bornent à signaler les « heureuses dispositions » du jeune garçon, elles se font souvent plus précises, reprenant sans doute en partie le contenu des états moraux que doivent renseigner chaque semestre les proviseurs : ainsi invoquent-elles fréquemment l'application des élèves, leur conduite, et plus encore leurs « succès », qui sont quelquefois justifiés par les rangs obtenus. Voici par exemple comment est motivée la promotion à trois quarts de bourse du jeune Charles Lefort, élève au collège de Bourges : « cet élève qui, dans sa classe, a souvent obtenu la première place, s'est particulièrement distingué par son caractère, son application et ses progrès »⁵¹.

Si ténue soit-elle, cette prise en compte des compétences scolaires de l'élève boursier marque la reconnaissance de ce dernier comme individu à part entière, lorsque, nous l'avons vu, les autres critères l'appréhendent d'abord comme membre d'une famille. L'examen des origines de ces 79 élèves dénote, de fait, une légère spécificité. En leur sein, la part des fils de fonctionnaires est un peu plus faible : si l'on raisonne à l'échelle du groupe entier elle est en effet de 41 % ; mais il est vrai qu'elle se monte à 81 % si l'on ne prend en compte que les élèves dont on connaît la profession du père. De même, l'éventail des conditions familiales est quelque peu décalé vers le bas : 29 % de ces élèves proviennent des élites, 61 % des catégories moyennes, 10 % des catégories populaires. Rien

49 L'intitulé de cette rubrique est « Élèves dont les parents sont dénués de fortune, et qui obtiennent des succès remarquables dans leurs études ». Elle intéresse 2 % des élèves nommés en 1837 (*Propositions de lois...*, 1839, p. 133).

50 Circulaire du 8 novembre 1827, *Recueil des lois...*, t. 8, 1828, p. 319. Voir aussi l'ordonnance du 28 août 1827, *ibid.*, t. 8, 1828, p. 305-306, et l'arrêté du 29 mai 1838, *Bulletin universitaire*, n° 135, 1838, p. 219.

51 AN, F/17/7478 – Rapport du 8 octobre 1840.

cependant de très spectaculaire. Il est plus difficile de se prononcer sur la réalité de l'excellence scolaire prêtée à cette poignée de boursiers. Certes, vérification faite, les deux élèves rennais compris dans ce groupe se signalent par des résultats très honorables : l'un est inscrit au cours préparatoire et se situe dans le premier tiers de sa classe ; l'autre est en cinquième, occupe les premiers rangs de sa classe et restera d'ailleurs un très bon élève au cours des années suivantes⁵². Pour autant, leurs carrières ne seront pas exceptionnelles⁵³ et ce ne sont là que deux exemples qui ne sauraient tenir lieu d'une étude approfondie – laquelle serait au demeurant compliquée à concevoir à une vaste échelle. Un dernier fait mérite d'être pointé : ces élèves parcourent moins vite les étapes du cursus évoqué plus haut : ils passent précisément deux ans et neuf mois dans la position de boursier à demi-pension (contre deux ans et trois mois en moyenne) et deux ans dans celle de boursier à trois quarts de pension (contre un an et six mois en moyenne)⁵⁴. On pourrait s'en étonner. On est obligé d'en conclure que les succès scolaires, fussent-ils reconnus très grands, n'assurent à leurs auteurs qu'une reconnaissance psychologique et matérielle somme toute limitée. L'instauration d'un tableau d'avancement propre aux promotions, en 1840⁵⁵, destiné à empêcher que les bourses de degré supérieur ne soient détournées de leur finalité officielle, changera peut-être la donne, mais vu sa date, la présente enquête ne permet pas d'en apprécier l'incidence – si incidence il y a – sur les pratiques administratives.

IV. Diversité territoriale et pragmatisme ministériel

Philippe Savoie a récemment montré l'intérêt qu'il y a à observer le processus de construction de l'enseignement secondaire à l'échelle de l'établissement⁵⁶. Cette perspective novatrice invite, en l'occurrence, à examiner en quelle mesure la diversité des collèges royaux, et même, d'une certaine manière, l'hétérogénéité des territoires, pèsent sur le recrutement des boursiers, et ainsi, en modifiant

52 *Ibid.* ADIV 16 T 69, 71 – État moral des élèves du lycée de Rennes (appréciations, notes...) 1839-1852.

53 Le premier, Charles Vesque, deviendra lieutenant-colonel (AN, LH/2701/49 – Dossier Vesque), le second, Louis Collas, régent dans un collège (AN F¹⁷ 20446 – Dossier Collas).

54 Ces calculs portent sur les promus seulement (par exemple, s'agissant du temps passé en qualité d'élève à demi-pension, sur les élèves promus à trois quarts de pension).

55 AN, F/17/7478 – Rapport au roi du 8 octobre 1840.

56 Philippe Savoie, *La construction..., op. cit.*

l'échelle d'analyse, conduit à compléter l'examen des facteurs à l'œuvre dans le travail ministériel. L'étude des ordonnances amène à faire à cet égard deux séries d'observations.

En premier lieu, la base révèle que la quarantaine de collèges royaux du temps sont très inégalement dotés de bourses : alors que le collège d'Amiens accueille 100 élèves à demi-bourse entre 1834 et 1841, le collège Louis-le-Grand n'en reçoit, lui, que 31. Les spécificités locales mises à part, c'est l'importance des établissements, signalée par le cadre et la classe, qui est ici déterminante : au cours de la même période, les collèges de Paris accueillent en moyenne 47 élèves à demi-bourse, les collèges de 1^{re} classe 62, les collèges de 2^e comme de 3^e classe 72. Cette disparité s'explique en partie par l'évolution du cadre réglementaire. Alors que de la fondation impériale au règne de Louis-Philippe a prévalu le principe de l'équipartition des bourses entre les lycées puis collèges royaux, le ministère Salvandy change la donne en 1837 : les bourses ayant aussi pour fonction de « procurer aux collèges des ressources indispensables, sinon pour assurer leur existence, du moins pour rendre leur prospérité indépendante des difficultés locales et des vicissitudes auxquelles sont exposés tous les établissements d'instruction publique », décision est prise de doter moins généreusement les collèges les plus prospères, ceux qui sont « établis dans des villes riches et populeuses », au bénéfice de ceux qui, à l'inverse, peinent à survivre, qu'ils soient établis dans « des pays pauvres » ou pâtissent de la concurrence d'« établissements rivaux »⁵⁷. Publié dans la foulée, l'arrêté du 29 mai 1838 fixe une nouvelle carte déterminée par le principe de « répartition proportionnelle selon les circonstances particulières et selon les besoins »⁵⁸, où l'on voit que les collèges les plus chichement dotés sont effectivement ceux de Paris et des plus grandes villes de province, et que les plus gros contingents de bourses sont au contraire attribués aux plus petits collèges royaux du temps, tels ceux du Puy, d'Auch, de Rodez, de Tournon, de Moulins ou bien encore de Pontivy (carte 1). La mise en œuvre de cette réforme n'est certes pas facile : quatre ans plus tard, en 1842, plusieurs des plus gros collèges du pays restent « sur-dotés », à l'image de celui de Versailles qui compte 55 boursiers au lieu des 26 que lui octroie l'arrêté de 1838, tandis que bien

57 Rapport au roi en vue de la décision royale du 26 septembre 1837, *Bulletin universitaire*, n°126, 1837, p.215.

58 *Ibid.*, n°135, 1838, p.218.

des petits collèges connaissent la situation inverse⁵⁹. Il n'empêche, sur fond de compression des crédits ministériels⁶⁰, l'administration favorise désormais ouvertement les établissements les moins dynamiques.

Carte 1 : répartition des bourses royales d'après l'arrêté du 29 mai 1838

59 Rapport au roi sur l'instruction secondaire..., p.96-97. Bien entendu, dans la mesure où les écarts de fréquentation sont considérables d'un collège à l'autre (on compte 1075 élèves à Louis-le-Grand en 1842 contre seulement 111 à Pontivy), les anomalies s'estompent aussitôt que l'on raisonne en termes de proportion : ainsi, toujours en 1842, les boursiers royaux représentent-ils 4 % des élèves du collège Henri-IV, 7 % du collège de Rennes et 36 % du collège de Pontivy (*ibid.*).

60 Philippe Savoie, *La construction...*, op. cit., p.88-90.

En quelle mesure cette évolution pèse-t-elle sur l'accessibilité des bourses ? En somme, la question revient à se demander si le ministère tient compte ou non des origines géographiques des candidats au moment même où il les sélectionne. Qu'il ait été périodiquement tenté de passer outre cette considération afin de se mettre en position de compléter plus aisément le contingent de bourses affecté aux collèges les plus modestes est plus que probable. La façon dont il accompagne la création du collège royal de Saint-Étienne (en fait l'érection en collège royal du collège communal local), par exemple, invite à le penser : la première vague de boursiers nommés dans cet établissement, en 1840, se signale visiblement par un faible ancrage régional puisqu'aucun des 10 élèves en question n'est natif de la Loire et qu'un seul a vu le jour dans un département limitrophe, tandis que les huit autres sont nés bien loin du Forez ; mais dès l'année suivante, l'aire de recrutement du collège se rétrécit : parmi les 19 jeunes garçons nommés à demi-bourse en 1841, six sont originaires de la Loire et deux autres d'un département voisin. Comme si la nécessité dans laquelle s'est trouvé le ministère de pourvoir rapidement aux bourses du collège stéphanois l'avait dans un premier temps contraint à y envoyer une petite colonie d'élèves étrangers au lieu, avant que le démarrage de l'établissement et sa notoriété commençante ne lui permettent de faire davantage droit aux candidatures locales. Mais ce n'est là qu'une hypothèse, d'ailleurs fondée sur la géographie des lieux de naissance des enfants et non celle des lieux de résidence des parents – que n'indiquent pas les ordonnances. En sens inverse, au moins deux arguments invitent à soutenir l'idée que le ministère se garde généralement de dépêcher des élèves d'un bout à l'autre du pays, et ainsi perpétue, en l'aménageant peut-être, la doctrine localiste qui a prévalu à la fin de la Restauration⁶¹. Sous réserve d'une analyse plus détaillée, il apparaît d'abord que les origines géographiques des élèves ne sont pas marquées par des différences nettes selon l'importance des collèges. À titre d'exemple, 65 % des boursiers du collège de Pontivy, l'un des établissements les plus en difficulté du pays, sont originaires du Morbihan et des départements alentour, quand 58 % des boursiers du collège de Lyon, autrement dynamique, sont nés dans le Rhône ou dans les départements voisins. Il faut ensuite observer que les contemporains ne sont pas rares à décrire les parents comme « peu

61 L'ordonnance du 8 avril 1824 disposait en effet que les bourses ne pourraient être accordées « qu'à des enfants dont les parents seront domiciliés dans l'académie à laquelle appartient le collège » (*Recueil des lois...*, t. 7, 1824, p. 316-317).

disposés à éloigner leurs enfants d'auprès d'eux»⁶², ce qui laisse imaginer que beaucoup d'entre eux préfèrent refuser le bénéfice d'une bourse plutôt que de voir leur fils nommé dans un collège par trop éloigné, et permet du coup de penser que le ministère, soucieux de prévenir des désistements susceptibles de compliquer son travail administratif, tient compte des origines géographiques des candidats au moment même où il examine leurs dossiers. Il s'ensuit que l'accessibilité des bourses, si elle a toujours varié selon les lieux du fait de la répartition différentielle des candidats sur le territoire, se fait certainement plus inégale encore après 1837-1838. Précisément, on peut gager qu'elle diminue à Paris et dans les grandes villes puisque les candidats y sont légion⁶³ et que les places de boursier y sont désormais peu nombreuses, et qu'elle s'accroît d'autant dans les petites villes puisque les candidats s'y bousculent moins et que le nombre de places y a été augmenté.

En deuxième lieu, la base montre que le profil sociologique des boursiers n'est pas uniforme (tableau 4). Au point de vue de la profession exercée par leurs pères, les collèges ne connaissent visiblement pas de disparités considérables. Certes, entre le collège de Douai, où tous les boursiers dont la profession du père est connue sont fils de fonctionnaires, et celui de Nîmes, où ce taux n'est que de 66 %, l'écart est net; mais la variabilité moyenne de la proportion des enfants de fonctionnaires reste somme toute assez faible à l'échelle de l'ensemble des collèges royaux. On notera tout de même, au passage, que c'est dans les collèges méridionaux que cette proportion est la moins élevée : juste avant le collège de Nîmes on trouve ceux de Rodez (75 %) et de Marseille (76 %); et que c'est également dans le Midi de la France que la proportion des boursiers issus du monde des capacités est la plus élevée, spécialement au collège de Toulouse où elle est d'un sur cinq. *A contrario*, c'est dans les collèges de l'Est et de l'Ouest que se rencontrent les plus fortes proportions d'enfants de militaires, ce qui s'explique aisément, pour le coup, par la forte présence de l'armée dans ces régions. Le record est détenu par le collège de Metz, où pas moins de 55 des 66 boursiers dont la profession du père est connue sont fils d'officiers. Mais c'est certainement au point de vue des origines sociales que les contrastes entre établissements sont les plus marqués. Ainsi, la part des

62 AN, F/17/7448 – Bourses de l'État dans les collèges royaux, 1818-1845. Délibération du conseil municipal de Saint-Étienne du 28 octobre 1829.

63 Rapport au roi en vue de l'ordonnance du 16 juillet 1847, *Bulletin universitaire*, n°91, 1847, p. 107.

boursiers issus des élites sociales, si elle se monte à 75 % dans les collèges de Paris, n'est que de 45 % dans les collèges de 1^{re} classe, de 36 % dans les collèges de 2^e classe, et tombe même à 31 % dans les collèges de 3^e classe. D'un côté, le collège Henri-IV, où, à l'image des fils de six généraux, les quatre cinquièmes des élèves boursiers sont issus des catégories supérieures de la société, quand seulement cinq enfants sortent des classes moyennes et un seul – le fils d'un maître d'étude de l'établissement – des catégories populaires. De l'autre, le collège de Limoges, où le rapport entre élites et classes moyennes est inversé : 6 contre 26 – mais où un seul élève là encore, le fils d'un instituteur, est issu du peuple. Notons tout de même que dans certains établissements, l'élément populaire perce un peu plus significativement : c'est le cas au collège d'Amiens, où une douzaine de fils d'employés et de sous-officiers représentent 17 % de l'effectif global des élèves boursiers. En fait, on a visiblement affaire à tout un dégradé de physionomies sociales, principalement dû aux variations locales du rapport entre catégories supérieures et catégories moyennes, et dont on ne peut nier le caractère significatif, même si, nous l'avons vu, l'évaluation des niveaux sociaux d'origine doit sans doute être légèrement reconsidérée à la baisse. Ajoutons pour finir qu'il se peut fort que cette diversité augmente quelque peu par suite de la réforme précitée de 1837-1838 et de son incidence sur l'accessibilité des bourses.

	Père fonctionnaire		Pèremilitaire		Père appartenant aux catégories sociales supérieures		Père " catégories sociales moyennes		Père " catégories sociales populaires	
Collège	Nbre	Taux*	Nbre	Taux*	Nbre	Taux**	Nbre	Taux**	Nbre	Taux**
Amiens	73	89	50	61	27	39	31	44	12	17
Douai	63	100	40	63	18	30	34	57	8	13
Henri IV	37	86	24	56	26	81	5	16	1	3
Limoges	38	86	26	59	6	18	26	79	1	3
Metz	62	94	55	83	26	43	35	57	0	0
Nîmes	27	66	11	27	14	47	14	47	2	7

Tableau 4 : une certaine bigarrure socioprofessionnelle. Zoom sur six collèges

* Par rapport au nombre de boursiers de l'établissement dont la catégorie professionnelle du père est connue.

** Par rapport au nombre de boursiers de l'établissement dont la position sociale du père est connue.

Conclusion

Nous espérons l'avoir montré, les ordonnances de nomination des boursiers royaux constituent une source historique de première importance pour qui veut essayer de comprendre la procédure de recrutement de ces élèves au cours la monarchie de Juillet. Source très profuse, certes : non seulement les informations relatives à l'identité des élèves et les motifs invoqués à l'appui de leur recrutement ne sont que partiellement standardisés, mais ils s'étalent sur des centaines et des centaines de pages, ce qui rend nécessaire la mise au point d'un dispositif de traitement spécifique. Ce dispositif n'est pas sans défaut aucun, du moins, à l'instar de toute entreprise de catégorisation, n'échappe-t-il pas à la double accusation de procéder en partie des préjugés interprétatifs du chercheur et de simplifier la réalité documentaire. Il n'empêche : construit avec rigueur, il fournit des enseignements qu'on peut tenir pour fiables, dont beaucoup sont adossés à des chiffres et qui permettent à la fois de préciser et d'enrichir l'analyse de Jean Vidalenc.

En premier lieu, nous retrouvons dans cette étude la triade des titres produits pour justifier l'attribution d'une bourse royale qu'a jadis identifiée Jean Vidalenc : services familiaux, difficultés pécuniaires de la famille, compétence scolaire de l'enfant. Le premier l'emporte de loin sur les deux autres et se traduit par la prépondérance des fils de fonctionnaires, particulièrement des fils de militaires, au sein de la population boursière. Les deux autres ont un statut comme inversé : les difficultés pécuniaires ont également une grande importance mais paraissent d'abord servir à hiérarchiser les demandes émanant des enfants de fonctionnaires ; la compétence scolaire, elle, semble au contraire bénéficier un peu plus aux enfants issus d'autres milieux socioprofessionnels, mais elle a une importance encore très marginale. En définitive, en cette fin des années 1830, le poids des services rendus à l'État apparaît proprement écrasant, en tout cas bien plus grand que ne le prévoyait la loi de 1802. Ainsi peut-on certainement parler d'une « politique des bourses », qui vient prendre place au sein du vaste répertoire des dispositions matérielles et symboliques, telles que secours et médailles, destinées à renforcer le lien existant entre l'État ou le régime, comme on veut, et leurs serviteurs, en une époque où l'appareil administratif est encore peu développé et où les tensions politiques perdurent souterrainement.

En second lieu, par son caractère global, la présente étude permet de mettre au jour un certain nombre de disparités peu visibles en apparence et qui

échappaient par force à l'étude consacrée par Jean Vidalenc au seul collège de Rouen. Sans doute est-ce sur ce plan qu'elle livre les enseignements les plus neufs. Il est précisément deux faits qui méritent une attention particulière et qui sont d'ailleurs partiellement liés. D'une part, le degré d'accessibilité des bourses varie d'un collège à l'autre, et de manière visiblement croissante : il est plus élevé dans les collèges les moins dynamiques, c'est-à-dire ceux que le ministère se doit d'aider le plus, justement en les dotant d'un nombre important de bourses, et il est plus faible dans les collèges les plus prospères. D'autre part, les élèves boursiers se signalent par une certaine diversité sociologique, dont il ne faut pas exagérer l'ampleur mais dont il ne faut pas non plus nier la réalité. Ces deux constats sont particulièrement importants en ce qu'ils cassent la représentation faussement unifiante attachée aux bourses royales et véhiculée tant par les discours des contemporains que par l'historiographie, tout particulièrement la représentation stéréotypée du boursier, « n'ayant jamais un petit sol, parce qu' [il est] boursier, sans père ni mère »⁶⁴. Ils ouvrent, par là même, à tout un nouveau champ de réflexion, inexistant jusqu'ici, celui de la typologie interne de la population boursière.

Comment l'agencement de tous ces paramètres, politico-idéologiques, administratifs, territoriaux, évolue-t-il tout au long du siècle et quelle place la brève séquence chronologique étudiée ici occupe-t-elle dans cette évolution ? Ce sont là deux questions, ou plutôt deux aspects d'une même question qu'il importerait à présent d'examiner, dans la perspective de l'histoire de la réglementation bien sûr, mais aussi de l'histoire, difficile mais essentielle, des pratiques.

Jean Le Bihan

Université Rennes 2/CERHIO UMR CNRS 6258

jean.lebihan@univ-rennes2.fr

64 Ainsi parle le jeune Auguste dans *La première année au collège...* de Gardissal (Paris, Dezobry, Magdeleine, Clermont, Perol, 1844, p.50).